

Séance du CNEN du 6 avril 2023

Visio-conférence  
10h00

ORDRE DU JOUR

SECTION I - Projets de texte sélectionnés faisant l'objet d'un examen individuel			
1	23-03-09-03067	Ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires <i>Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature</i>	Décret portant adaptation du régime de dispense de formalités d'urbanisme applicable à certaines constructions démontables ( <b>2nde délibération</b> )
2	23-04-06-03099	Ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique <i>Direction générale des entreprises</i>	Projet de loi visant à sécuriser et réguler l'espace numérique ( <b>urgence</b> )
3	23-04-06-03088	Ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires <i>Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature</i>	Décret fixant les valeurs des seuils des ratios mentionnés aux II et III de l'article R. 302-14 du code de la construction et de l'habitation pour la période triennale 2023-2025
4	23-04-06-03097	Ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires <i>Direction générale de la prévention des risques</i>	Décret relatif à l'exercice du droit à l'information sur les risques pris en application de l'article L. 125-2 du code de l'environnement
5	23-04-06-03098	Ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires <i>Direction générale des infrastructures, des transports et des mobilités</i>	Décret relatif aux modalités de calcul de compensation financière des transferts de compétences résultant des articles 38 et 40 de la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ( <b>urgence</b> )

<b>6</b>	23-04-06-03095	Première ministre <i>Direction générale de la cohésion sociale</i>	Décret relatif à la mise en œuvre d'une expérimentation territoriale visant à réduire le non-recours aux droits sociaux
<b>7</b>	23-04-06-03085	Première ministre <i>Direction générale de la cohésion sociale</i>	Décret relatif aux procédures d'autorisation et d'habilitation des organismes autorisés pour l'adoption prévues par la loi n° 2022-19 du 21 février 2022 visant à réformer l'adoption et à d'autres mesures d'adaptation du cadre juridique de l'adoption internationale
<b>8</b>	23-04-06-03080	Première ministre <i>Direction générale de la cohésion sociale</i>	Décret relatif aux modalités de calcul de la clé de répartition des mineurs privés temporairement ou définitivement de la protection de leur famille
<b>9</b>	23-04-06-03079		Arrêté pris en application de l'article R. 221-13 du code de l'action sociale et des familles et modifiant l'arrêté du 28 juin 2016 modifié pris en application du décret relatif aux modalités de calcul de la clé de répartition des orientations des mineurs privés temporairement ou définitivement de la protection de leur famille
<b>10</b>	23-04-06-03096	Première ministre <i>Direction générale de la cohésion sociale</i>	Décret portant revalorisation du montant forfaitaire du revenu de solidarité active

**SECTION II - Projets de texte faisant l'objet d'un examen global sans présentation par le ministère rapporteur et débat contradictoire**

<b>11</b>	23-04-06-03083	Ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires <i>Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature</i>	Décret modifiant la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement
<b>12</b>	23-04-06-03089	Ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires <i>Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature</i>	Décret définissant les modalités d'exercice du droit de préemption dans les espaces naturels sensibles à l'intérieur des zones mentionnées à l'article L. 215-4-1 du code de l'urbanisme
<b>13</b>	23-04-06-03090	Ministère de la transition énergétique <i>Direction générale de l'énergie et du climat</i>	Arrêté relatif aux prix cibles mentionnés à l'article L. 523-3 du code de l'énergie
<b>14</b>	23-04-06-03084	Ministère des solidarités, de l'autonomie et des personnes handicapées <i>Direction générale de la cohésion sociale</i>	Arrêté modifiant l'arrêté du 10 avril 2019 relatif à la généralisation du tableau de bord de la performance dans le secteur médico-social
<b>15</b>	23-04-06-03086	Ministère de l'intérieur et des outre-mer <i>Délégation à la sécurité routière</i>	Arrêté modifiant l'article R. 330-3 du code de la route relatif aux conditions d'accès au traitement de données à caractère personnel dénommé "Système d'immatriculation des véhicules"
<b>16</b>	23-04-06-03087	Ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique <i>Direction générale des entreprises</i>	Arrêté modifiant l'article 3 et l'annexe II de l'arrêté du 2 septembre 2008 modifié relatif aux communes touristiques et aux stations classées de tourisme
<b>17</b>	23-04-06-03091	Ministère de l'intérieur et des outre-mer <i>Direction générale des collectivités locales</i>	Décret relatif aux redevances dues pour le transport et la distribution de l'électricité et du gaz
<b>18</b>	23-04-06-03093	Ministère de l'intérieur et des outre-mer <i>Direction générale des collectivités locales</i>	Arrêté modifiant l'arrêté du 24 février 2023 établissant la liste et les conditions d'utilisation des dispositifs dispensés de l'homologation prévue au II de l'article R.2131-2-A du code général des collectivités territoriales et permettant la transmission par voie électronique des actes des collectivités territoriales soumis au contrôle de légalité

19	23-04-06-03094	Ministère de l'intérieur et des outre-mer <i>Direction générale des collectivités locales</i>	Décret portant diverses adaptations réglementaires du code de l'action sociale et des familles et du code général des collectivités territoriales
20	23-04-06-03092	Ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique <i>Direction générale des finances publiques</i>	Décret relatif au seuil plafond de délégation des décisions d'admission en non-valeur et aux conditions dans lesquelles le maire, le président du conseil départemental et le président du conseil régional rendent compte à l'assemblée délibérante de l'exercice de cette délégation